

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 februari 2001,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 tot uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs wordt er een 5^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« 5^{ter} de leerlingen van het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs die in België verblijven en die een aanvraag tot regularisatie hebben ingediend in het kader van de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk, alsook zij wier vader of moeder of de wettelijke voogd zich in dezelfde toestand bevinden. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2000.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs en het buitengewoon onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 februari 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1018

[C — 2001/27217]

7 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation de modifications aux statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 6 et 9;

Vu le décret du 6 mai 1999 modifiant la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'investissement en son article unique;

Vu les statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie, approuvés par arrêté royal du 15 décembre 1978, modifiés par les arrêtés royaux des 24 octobre 1979, 8 février 1980, 14 mars 1980, 18 septembre 1980, 24 juin 1981, par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 19 septembre 1984, 6 mars 1986, 19 septembre et 19 novembre 1987, 15 septembre 1988 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 12 octobre 1995 et 23 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2000;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 6 mai 1999 approuvant les statuts modifiés de la S.R.I.W.;

Vu la proposition adoptée par le conseil d'administration de la S.R.I.W. en date du 15 février 2001;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve les statuts de la S.R.I.W. modifiés tels que libellés ci-après :

« Société régionale d'Investissement de Wallonie », en abrégé « S.R.I.W. », ayant son siège social statutaire, avenue Maurice Destenay 13, à 4000 Liège, registre de commerce de Liège numéro 166675.

TITRE I^{er}. — Dénomination, siège, durée

Article 1^{er}. La Société régionale d'Investissement de Wallonie est une société anonyme.

Sa dénomination abrégée est « S.R.I.W. »

La dénomination complète ou la dénomination abrégée peut être employée indistinctement.

Art. 2. Le siège social et le siège d'exploitation de la S.R.I.W. sont établis à Liège, avenue Maurice Destenay, 13.

TITRE II. — Objet, moyens d'action

Art. 3. La société a pour objet la participation en capital, la prise d'intérêts ou la participation à la gestion dans toute société commerciale ou à forme commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de services, tant en Belgique qu'à l'étranger, dans l'objectif de favoriser le développement économique de la Région wallonne.

Dans la réalisation de ses missions, la S.R.I.W. mène des actions spécifiques dans des secteurs prioritaires pour le développement économique de la Région wallonne, à savoir les secteurs traditionnels ainsi que les secteurs en croissance, les secteurs de pointe ou orientés vers le développement des technologies nouvelles appliquées ou non aux secteurs traditionnels, les secteurs valorisant les ressources naturelles.

La société peut, pour réaliser son objet, acheter, vendre, céder, échanger ou louer tous biens ou valeurs mobilières ou immobilières, faire partie de toute association, groupe ou syndicat, ou y prendre des intérêts, souscrire des emprunts obligataires, octroyer des prêts, des avances, donner des garanties, prendre toutes garanties et sûretés et notamment le gage sur fonds de commerce, prêter des services techniques, administratifs ou financiers et en général faire, directement ou indirectement, pour compte propre ou pour compte de tiers toutes opérations généralement quelconques de nature à favoriser la réalisation de son objet.

En outre, dans l'ensemble de ses interventions, la S.R.I.W. veille par application des règles de bonne gestion industrielle, financière et commerciale, à dégager une rentabilité globale.

La rentabilité doit être recherchée sur l'ensemble des actions et non sur chaque action. La S.R.I.W., dans le cadre de sa mission de développement économique de la région, se doit en effet de prendre des initiatives à risque pour développer de nouveaux créneaux tout en menant des projets plus rentables à court terme afin d'obtenir un portefeuille équilibré.

Art. 4. La S.R.I.W. peut recourir aux services de tiers et les charger de toute opération utile à la réalisation de son objet et de ses missions.

Elle n'est pas soumise aux règles relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans ses commandes propres.

TITRE III. — Filiales

Art. 5. Dans le cadre de l'article 4, la S.R.I.W. peut créer des filiales spécialisées au sens de l'article 22, § 3, de la loi du 2 avril 1962 par décision de son conseil d'administration moyennant l'accord préalable du Gouvernement wallon.

TITRE IV. — Capital actions, obligations

Art. 6. Le capital social est fixé à trois cent vingt et un millions d'euro (321 000 000,- €), représenté par onze mille sept cent trente-huit (11 738) actions sans désignation de valeur nominale.

Ne peuvent être actionnaires que la Région wallonne et les institutions financières habilitées par le Gouvernement wallon.

La Région wallonne détient au moins 98,5 % des titres représentatifs du capital social.

Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription sont appelés par décisions du conseil d'administration. Celui-ci en fixe les époques et le montant, et il en avise les actionnaires par lettre recommandée à la poste, qui leur est adressée deux mois avant l'époque fixée pour le versement.

Cet avis vaut mise en demeure et, à défaut de versement aux époques qui sont fixées, l'intérêt est dû, de plein droit, au taux légal par jour d'exigibilité, le conseil d'administration gardant le droit de majorer le taux et, sans préjudice à tous autres droits et à toutes autres mesures, et conformément au deuxième alinéa du présent article, le conseil d'administration aura le droit de faire vendre, dans les limites fixées aux alinéas 2 et 3 du présent article, par le ministre d'un agent de change, les actions appartenant au défaillant, après simple sommation de payer, signifiée par acte d'huissier et restée sans effet pendant quinze jours. Les fonds à provenir de cette vente appartiendront à la S.R.I.W., jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due du chef des versements appelé, de l'intérêt et des frais occasionnés. L'excédent, s'il y en a, sera remis à l'actionnaire défaillant, s'il n'est débiteur de la S.R.I.W. d'un autre chef, auquel cas celle-ci se couvrira jusqu'à due concurrence.

Le capital social peut être ultérieurement augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification aux statuts.

Art. 7. Les actionnaires ne sont tenus des pertes qu'à concurrence du montant de leurs actions. La propriété d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux présents statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Toutes les actions sont et restent nominatives. Il est tenu au siège social un registre des actionnaires en nom.

La propriété d'une action nominative s'établit par une inscription sur ce registre. Des certificats nominatifs d'inscription signés par deux administrateurs sont délivrés aux actionnaires.

Les actions ne peuvent faire l'objet de cession qu'entre la Région wallonne et les institutions financières habilitées par le Gouvernement wallon et entre celles-ci, dans le respect des dispositions de l'article 6, alinéa 3.

La cession s'opère soit par une déclaration de transfert inscrite sur le registre des actionnaires datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir, soit par tout autre mode autorisé par la loi.

Art. 8. Les actions sont indivisibles et la S.R.I.W. ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre. S'il y a plusieurs intéressés par une action, la S.R.I.W. a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée à son égard comme propriétaire du titre.

Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la S.R.I.W. ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Art. 9. La S.R.I.W. peut émettre des emprunts non convertibles. L'émission dans le public de tels emprunts ne peut se faire que moyennant l'autorisation et l'approbation des conditions d'émission par le Gouvernement wallon qui peut y attacher sa garantie.

TITRE V. — Administration, direction, contrôle, personnel

Art. 10. Le conseil d'administration comprend onze membres dont au moins deux administrateurs qui ont une expérience à la direction de sociétés industrielles ou de services, et un administrateur qui représente les institutions financières visées à l'article 6 des statuts.

L'assemblée générale des actionnaires élit les membres de ce conseil sur une liste double de onze candidats, présentés par le Gouvernement wallon.

La durée du mandat des administrateurs est de six ans.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restés en fonction auront le droit d'y pourvoir provisoirement en respectant les règles de présentation édictées ci-dessus. La prochaine assemblée générale procédera à l'élection définitive. L'administrateur ainsi élu achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 11. La gestion journalière et la direction de la S.R.I.W. sont assurées par un comité de direction qui exécute la politique générale tracée par le conseil d'administration.

Les membres du comité de direction sont au nombre de quatre.

Ils exercent au sein de la S.R.I.W. des fonctions permanentes et à temps plein, dans le cadre d'un contrat de travail d'employé. Ils sont désignés par le conseil d'administration sur avis conforme du Gouvernement wallon en qualité de président et vice-présidents de ce conseil et du comité de direction.

Le membre auquel échoit la présidence exerce cette fonction pendant six ans. Il peut être reconduit dans cette fonction. Les autres membres ont rang de vice-président et remplacent le président en cas d'empêchement. La préséance entre eux est réglée par l'ancienneté dans la fonction.

Les membres du comité de direction siègent de plein droit au conseil d'administration. Ils y ont voix délibérative et bénéficient des mêmes pouvoirs que les membres du conseil d'administration désignés par l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'une place de membre du comité de direction, le conseil d'administration veillera à pourvoir à son remplacement, après avoir recueilli l'avis conforme du Gouvernement wallon.

Art. 12. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président et, en cas d'empêchement, d'un vice-président choisi selon l'ordre de préséance. Le conseil doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Art. 13. Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié des membres au moins sont présents ou représentés.

En cas de partage des voix, le président ou en cas d'empêchement le président de séance a voix prépondérante. Les décisions sont prises à la majorité simple.

Tout administrateur empêché peut, par simple lettre, déléguer un administrateur pour le représenter et voter en ses lieu et place. Aucun administrateur ne peut représenter plus d'un membre du conseil.

Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social et sauf sur les décisions où la loi interdit le recours à cette procédure, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux consignés dans un registre spécial tenu au siège social. Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et un autre membre du comité de direction.

Art. 14. Le conseil d'administration a, dans les limites tracées par la loi et les présents statuts, les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration ou de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou par les statuts à l'assemblée générale des actionnaires est de la compétence du conseil d'administration.

Art. 15. Le comité de direction exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par les présents statuts ou délégués par le conseil d'administration.

Le comité de direction ne peut valablement délibérer que si trois de ses membres au moins sont présents ou représentés. Aucun membre du comité de direction ne peut être porteur de plus d'une procuration.

En cas de parité de voix, le président ou, en cas d'empêchement, le vice-président qui le remplace a voix prépondérante. Les décisions sont prises à la majorité simple.

Art. 16. Tous les actes qui engagent la S.R.I.W., qu'ils relèvent ou non de la gestion journalière, y compris la représentation en justice et les actes où interviennent un fonctionnaire public ou un officier ministériel, et tous pouvoirs et procurations sont signés conjointement par le président et un vice-président et en cas d'empêchement du président par deux vice-présidents.

Les membres du comité de direction peuvent déléguer leur signature dans le cadre de la gestion journalière, sous leur responsabilité et moyennant l'accord de ce comité.

Art. 17. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et des statuts, des opérations de la S.R.I.W. est exercé par un collège de trois commissaires désignés pour trois ans par l'assemblée générale, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Les commissaires peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures.

Art. 18. Les administrateurs, les membres du comité de direction et les commissaires-réviseurs doivent être domiciliés effectivement en Région wallonne. Cette disposition doit être réalisée au plus tard un an après le début des fonctions en question. A défaut de satisfaire à cette disposition à l'expiration du délai imparti, l'administrateur, le commissaire ou le membre du comité de direction est réputé de plein droit démissionnaire.

Hors les cas où ils ont été désignés par la Société régionale d'Investissement de Wallonie ou par une de ses filiales pour représenter ces sociétés ou l'une d'elles dans les organes d'une entreprise dans laquelle elle détient une participation ou un intérêt financier direct ou indirect, les administrateurs et les membres du comité de direction ne peuvent exercer aucune fonction dans une entreprise ou dans une société privée à caractère industriel, financier ou commercial.

Le Gouvernement wallon peut déroger à ces deux principes pour les administrateurs qui ont été désignés en raison de leur expérience à la direction de sociétés industrielles ou de services, et l'administrateur qui représente les institutions financières visées à l'article 6 des statuts.

La détention d'un mandat d'administrateur ou de membre du comité de direction ne peut aller de pair avec la détention d'un mandat d'administrateur de la SOWAGEP, de la SWS, de la SPAQUE, ou de toute autre société spécialisée. Toutefois ce principe ne s'applique pas aux sociétés spécialisées dont la S.R.I.W. est actionnaire.

Le mandat d'administrateur et de membre du comité de direction prend fin de plein droit lors de l'assemblée générale ordinaire de l'année au cours de laquelle la personne visée atteint 67 ans.

Art. 19. Les membres du personnel de la S.R.I.W. sont engagés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration établit en son sein un comité de rémunération.

Art. 20. Les membres du personnel ne peuvent exercer aucune fonction dans aucune entreprise ou société financière, industrielle, commerciale, à l'exception :

1° des établissements publics ou d'utilité publique, des filiales de la S.R.I.W. et des filiales spécialisées;

2° des sociétés privées dans lesquelles la S.R.I.W. ou ses filiales détiennent une participation ou un intérêt financier direct ou indirect et les ont désignés pour les y représenter.

Art. 21. Tout ce que perçoit, directement ou indirectement, un membre du comité de direction ou un membre du personnel à titre de rémunération ou d'indemnité représentative de frais à raison d'un mandat, d'une fonction ou d'une prestation de services dans une autre société revient de droit à la S.R.I.W., lorsque ces mandat, fonction ou prestation sont exercés en relation avec la qualité de membre du comité de direction ou de membre du personnel.

Art. 22. Le président, les vice-présidents, les autres administrateurs et les commissaires-réviseurs ne participent pas aux bénéfices et ne touchent aucun tantième.

La rémunération des administrateurs et celle des commissaires-réviseurs sont fixées par l'assemblée générale, sous réserve de l'approbation du Gouvernement wallon.

Ces traitements et rémunérations sont versés directement aux intéressés.

TITRE VI. — Assemblée générale des actionnaires

Art. 23. L'assemblée générale des actionnaires, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous.

Chaque action donne droit à une voix, sans limitation du pouvoir votal par actionnaire, et ce nonobstant toute disposition éventuelle contraire du Code des sociétés.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés sera suspendu, aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'auront pas été effectués.

Art. 24. L'assemblée générale se réunit de plein droit le dernier mercredi de mai à 15 heures au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement par le conseil d'administration; elle doit l'être sur la demande d'actionnaires titulaires d'un cinquième au moins du capital social.

Art. 25. Sont admis à l'assemblée générale, les actionnaires en nom, inscrits dans le registre des actions nominatives depuis huit jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée.

Art. 26. Tout actionnaire peut se faire représenter aux assemblées générales par une personne spécialement déléguée à cet effet. La Région wallonne est représentée par le Ministre ou le délégué désigné à cet effet par le Gouvernement wallon.

Le conseil d'administration peut déterminer la forme des procurations et en exiger le dépôt au siège social, dans le délai qu'il fixe.

Art. 27. Avant que la séance soit ouverte, les actionnaires signent la liste de présence.

Le bureau des assemblées générales se compose des membres présents du conseil d'administration et du collège des commissaires. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par un vice-président choisi selon l'ordre de préséance.

Le président propose à l'assemblée générale la désignation du secrétaire et celle de deux scrutateurs parmi les délégués des actionnaires si le nombre d'actionnaires présents le permet.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale en décide autrement, à la majorité simple des voix, sauf dans les cas où les lois coordonnées sur les sociétés commerciales exigent une majorité spéciale et sauf ce qui est dit à l'alinéa suivant.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

En cas d'égalité de suffrage à ce scrutin de ballottage, le sort désigne l'élu.

Art. 28. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau de l'assemblée et par les actionnaires qui le demandent.

Les expéditions et extraits à délivrer aux tiers sont signés comme il est dit à l'article 16.

TITRE VII. — Bilan, répartition, réserves

Art. 29. Au trente et un décembre de chaque année, il est dressé, par les soins du conseil d'administration, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la S.R.I.W., avec en annexe le résumé de tous les engagements.

A la même époque, le conseil d'administration dresse le bilan et les comptes de résultats.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges et émoluments, constitue le bénéfice net.

Il sera prélevé, sur ce bénéfice, cinq pour-cent (5 %) au moins pour la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

Le solde sera affecté suivant décision de l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration.

Art. 30. Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration a la faculté de distribuer des acomptes à imputer sur le dividende qui sera distribué sur les résultats de l'exercice en cours.

TITRE VIII. — Dispositions diverses

Art. 31. Sauf dérogation prévue par la loi et les présents statuts, les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales applicables aux sociétés anonymes sont applicables à la S.R.I.W., dont les actes sont réputés commerciaux.

Art. 32. Aucune modification des statuts n'a effet que moyennant un arrêté du Gouvernement wallon.

Art. 33. Une concertation au moins annuelle a lieu entre le conseil d'administration de la S.R.I.W. et le Gouvernement wallon.

Art. 34. Un comité d'orientation de la politique de la S.R.I.W., est institué auprès du conseil d'administration.

Il est composé des membres du comité de direction de la S.R.I.W. et de cinq représentants des organisations syndicales représentées au bureau du Conseil économique et social de la Région wallonne. Ils peuvent se faire suppléer.

Le comité est informé de tout projet relatif à l'emploi; les ordres du jour de chaque réunion du conseil d'administration doivent lui être communiqués.

Le comité a compétence d'avis sur tout projet relatif à l'emploi et notamment les projets de création de filiales et de prise de participation. Il peut également rendre d'initiative des avis sur toute matière concernant la politique générale de chacune des sociétés concernées et particulièrement en vue de favoriser la création d'emploi.

Lorsque l'emploi est menacé dans une société où la S.R.I.W. détient la majorité, le comité d'orientation peut demander à entendre les représentants désignés par la S.R.I.W. au sein de cette société.

Il peut organiser, avec tous les milieux intéressés, la concertation la plus large.

Il peut demander que le conseil d'administration fasse procéder à une expertise.

Les frais de fonctionnement du comité d'orientation sont à charge de la S.R.I.W., dans les limites fixées par le conseil d'administration.

Art. 35. Toute modification des statuts est envoyée au Conseil régional wallon pour information. »

Art. 2. Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 14 mars 2001.

Namur, le 7 mars 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 1018

[C — 2001/27217]

**7. MARZ 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Genehmigung von an den Satzungen der «Société régionale d'Investissement de Wallonie» (S.R.I.W.)
(Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie) vorgenommenen Abänderungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere der Artikel 6 und 9;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Abänderung des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften in seinem einzigen Artikel;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 15. Dezember 1978 genehmigten Satzungen der «Société régionale d'Investissement de Wallonie», abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 24. Oktober 1979, vom 8. Februar 1980, vom 14. März 1980, vom 18. September 1980, vom 24. Juni 1981, durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1984, vom 6. März 1986, vom 19. September und vom 19. November 1987, vom 15. September 1988 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 1995 und vom 23. Mai 1996;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. April 2000 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2000;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 1999 zur Genehmigung der abgeänderten Satzungen der «S.R.I.W.»;

Aufgrund des am 15. Februar 2001 durch den Verwaltungsrat der «S.R.I.W.» genehmigten Vorschlags;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung genehmigt die wie folgt abgeänderten Satzungen der «S.R.I.W.»:

«Société régionale d'Investissement de Wallonie, abgekürzt «S.R.I.W.», mit satzungsmäßigem Gesellschaftssitz in 4000 Lüttich, avenue Maurice Destenay Nr. 13, Handelsregister Lüttich, Nummer 166675».

TITEL I — Bezeichnung, Sitz, Dauer

Artikel 1 - Die «Société régionale d'Investissement de Wallonie» ist eine Aktiengesellschaft. Ihre Abkürzung ist «S.R.I.W.».

Die vollständige Bezeichnung und die Kurzform können nach Belieben verwendet werden.

Art. 2 - Der Gesellschaftssitz und der Betriebssitz der «S.R.I.W.» werden in Lüttich, avenue Maurice Destenay, Nr. 13 festgelegt.

TITEL II — Gesellschaftszweck, Handlungsmöglichkeiten

Art. 3 - Die Gesellschaft hat zum Zweck die Kapitalbeteiligung, die Übernahme von Anteilen oder die Beteiligung an der Verwaltung von Handelsgesellschaften oder von in der Form einer Handelsgesellschaft aufgebauten Gesellschaften, von industriellen, finanziellen, Immobilien- oder Dienstleistungsgesellschaften, dies sowohl in Belgien als auch im Ausland, um die wirtschaftliche Entwicklung der Wallonischen Region zu fördern.

Bei der Durchführung ihrer Aufgaben führt die «S.R.I.W.» spezifische Aktionen in für die wirtschaftliche Entwicklung der Region vorrangigen Wirtschaftsbereichen, nämlich in den herkömmlichen sowie in den Wachstumsbereichen, in den Bereichen der Spitzentechnologie oder in den mit der Entwicklung der neuen Technologien, mit oder ohne Anwendung auf die herkömmlichen Bereiche, verbundenen Bereichen und in den Bereichen, die die Naturschätze verwerten.

Bei der Durchführung ihres Gesellschaftszwecks kann die Gesellschaft alle beweglichen oder unbeweglichen Güter oder Werte erwerben, verkaufen, veräußern, tauschen oder mieten, jeglicher Vereinigung, Gruppe oder Interessengemeinschaft angehören oder Anteile daran erwerben, Obligationsanleihen zeichnen, Darlehen oder Vorschüsse gewähren, Sicherheiten geben, sämtliche Sicherheiten und Bürgschaften und insbesondere das Geschäftsvermögen als Pfand fordern, technische, administrative oder finanzielle Dienste leisten und im Allgemeinen alle Geschäfte jeglicher Art, die die Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks fördern können, für ihre eigene Rechnung oder für Rechnung von Drittpersonen direkt oder indirekt tätigen.

Außerdem sorgt die «S.R.I.W.» in allen ihren Handlungen durch die Anwendung der Regeln für eine gute industrielle, finanzielle und kommerzielle Verwaltung dafür, dass eine gesamte Wirtschaftlichkeit erreicht wird.

Die Wirtschaftlichkeit muss bei der Gesamtheit der Handlungen und nicht nur bei jeder einzelnen Handlung erstrebt werden. Im Rahmen ihrer Aufgabe im Bereich der wirtschaftlichen Entwicklung der Region muss sich die «S.R.I.W.» nämlich zu risikoreichen Initiativen wagen, um neue Sparten zu entwickeln und dabei ertragsreichere Projekte kurzfristig durchzuführen, damit ein ausgewogener Wertbestand entsteht.

Art. 4 - Die «S.R.I.W.» kann die Dienste von Drittpersonen in Anspruch nehmen und sie mit jeglicher Handlung beauftragen, die zur Erfüllung ihres Zwecks und ihrer Aufgaben nützlich ist.

Sie unterliegt nicht den Regeln in Sachen öffentliche Bauaufträge, öffentliche Lieferaufträge und öffentliche Dienstleistungsaufträge bei ihren eigenen Bestellungen.

TITEL III — Tochtergesellschaften

Art. 5 - Im Rahmen des Artikels 4 kann die S.R.I.W. spezialisierte Tochtergesellschaften im Sinne von Artikel 22, § 3 des Gesetzes vom 2. April 1962 durch einen Beschluss ihres Verwaltungsrates nach vorherigen Zustimmung der Wallonischen Regierung gründen.

TITEL IV — Kapital, Aktien, Obligationen

Art. 6 - Das Gesellschaftskapital wird auf dreihunderteinundzwanzig Millionen Euro (321 000 000,- €) festgesetzt und besteht aus elftausendsiebenhundertachtunddreißig Aktien ohne Nennwert.

Nur die Wallonische Region und die durch die Wallonische Region zugelassenen Geldinstitute sind als Teilhaber zugelassen.

Die Wallonische Region hält mindestens 98,5 % der Kapitalaktien der Gesellschaft.

Die für die bei der Zeichnung nicht vollständig eingezahlten Aktien durchzuführenden Zahlungen werden durch Beschlüsse des Verwaltungsrates eingefordert. Dieser setzt die Zeitpunkte und den Betrag fest und verständigt die Teilhaber per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief, der ihnen zwei Monate vor dem für die Einzahlung festgesetzten Zeitpunkt zugestellt wird.

Diese Mitteilung gilt als Zahlungsaufforderung. Falls die Einzahlungen zu den festgesetzten Zeitpunkten nicht durchgeführt worden sind, sind Zinsen zum gesetzlichen Satz von Rechts wegen für jeden Tag nach der Fälligkeit zu zahlen. Dabei behält der Verwaltungsrat das Recht, den Zinssatz zu erhöhen, und die dem Säumigen gehörenden Aktien innerhalb der in den Absätzen 2 und 3 des vorliegenden Artikels festgesetzten Grenzen von einem Börsenmakler verkaufen zu lassen, und zwar nach einer einfachen Zahlungsaufforderung, die von einem Gerichtsvollzieher übermittelt worden ist, und nachdem sie fünfzehn Tage lange unbeantwortet geblieben ist, und dies unbeschadet aller anderen Rechte und Maßnahmen und gemäß dem zweiten Absatz des vorliegenden Artikels. Die aus diesem Verkauf stammenden Gelder werden der S.R.I.W. bis in Höhe des ihr für die angeforderten Einzahlungen, die Zinsen und die verursachten Kosten geschuldeten Betrags zukommen. Der etwaige Restbetrag wird dem säumigen Teilhaber übermittelt werden, wenn er der S.R.I.W. keinen aus einem anderen Geschäft stammenden Betrag schuldet, in dessen Höhe sie gegebenenfalls diesen Restbetrag als Deckung verwenden wird.

Später kann das Gesellschaftskapital durch Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung der Teilhaber, die wie bei einer Änderung der Satzungen berät, in einem oder in mehreren Malen erhöht oder reduziert werden.

Art. 7 - Die Teilhaber haften nur bis in Höhe des Betrags ihrer Aktien für die Verluste. Der Besitz einer Aktie bewirkt von Rechts wegen die Zustimmung zu den vorliegenden Satzungen und den Beschlüssen der Generalversammlung.

Alle Aktien sind Namensaktien und sollen es bleiben. Am Gesellschaftssitz wird ein Namensregister der Teilhaber geführt.

Der Besitz einer Namensaktie wird durch eine Eintragung in diesem Register belegt. Von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnete namentliche Eintragungsbesccheinigungen werden den Teilhabern übermittelt.

Die Aktien können nur zwischen der Wallonischen Region und den durch die Wallonische Region zugelassenen Geldinstituten und unter diesen Instituten unter Beachtung der Bestimmungen von Artikel 6, Absatz 3 veräußert werden.

Die Veräußerung erfolgt entweder durch eine im Register der Teilhaber eingetragene, datierte und von dem Veräußerer und dem Übernehmer oder ihren Bevollmächtigten unterzeichnete Übertragungserklärung oder durch jegliches durch das Gesetz erlaubte Verfahren.

Art. 8 - Die Aktien sind unteilbar, und die S.R.I.W. erkennt nur einen einzigen Eigentümer je Aktie an. Sind bei einer Aktie mehrere Personen involviert, so hat die S.R.I.W. das Recht, die Ausübung der mit dieser Aktie verbundenen Rechte aufzuheben, bis eine einzige Person ihr gegenüber als der Eigentümer des Wertpapiers bestimmt worden ist.

Die Gläubiger eines Teilhabers können weder das Anbringen von Siegeln auf die Güter und Werte der S.R.I.W. einleiten noch sich in ihre Verwaltung einmischen.

Was die Ausübung ihrer Rechte betrifft, müssen sie sich auf die Bilanzen der Gesellschaft und auf die Beschlüsse der Generalversammlung beziehen.

Art. 9 - Die S.R.I.W. kann Anleihen ohne Umtauschrecht ausgeben. Das Ausgeben von solchen dem breiten Publikum zugänglichen Anleihen kann nur unter Vorbehalt der Genehmigung und der Billigung der Ausgabebedingungen durch die Wallonische Regierung, die für die Anleihen bürgen kann, stattfinden.

TITEL V — *Verwaltung, Direktion, Kontrolle, Personal*

Art. 10 - Der Verwaltungsrat umfasst elf Mitglieder, unter denen mindestens zwei im Bereich der Führung von Industrie- bzw. Dienstleistungsgesellschaften erfahrene Verwalter und ein die in Artikel 6 der Satzungen erwähnten Geldinstitute vertretender Verwalter stehen.

Die Generalversammlung der Teilhaber wählt die Mitglieder dieses Rates auf einer doppelten Liste von elf durch die Wallonische Regierung vorgestellten Kandidaten.

Das Mandat der Verwalter hat eine Dauer von sechs Jahren.

Wenn eine Stelle als Verwalter frei wird, haben die noch amtierenden Verwalter das Recht, die Stelle unter Beachtung der oben festgesetzten Vorstellungsregeln vorläufig zu besetzen. Bei der folgenden Generalversammlung wird die endgültige Wahl vorgenommen. Der auf diese Weise gewählte Verwalter führt das Mandat des Verwalters, den er ersetzt, zu Ende.

Art. 11 - Die tägliche Führung und die Direktion der S.R.I.W. werden durch einen Direktionsausschuss wahrgenommen, der die durch den Verwaltungsrat bestimmte allgemeine Politik durchführt.

Der Direktionsausschuss zählt vier Mitglieder.

Sie üben innerhalb der S.R.I.W. ständige und ganztägige Funktionen im Rahmen eines Angestelltenvertrags aus. Sie werden durch den Verwaltungsrat nach gleichlautendem Gutachten der Wallonischen Regierung als Vorsitzender bzw. als stellvertretende Vorsitzende dieses Rates und des Direktionsausschusses bezeichnet.

Das Mitglied, das mit dem Vorsitz beauftragt wird, übt diese Funktion sechs Jahre lang aus. Eine Erneuerung dieser Funktion ist für dieses Mitglied möglich. Die anderen Mitglieder werden als stellvertretende Vorsitzende eingestuft und ersetzen den Vorsitzenden im Verhinderungsfall. Die Rangordnung unter ihnen beruht auf dem Dienstalter in der Funktion.

Die Mitglieder des Direktionsausschusses sitzen von Rechts wegen im Verwaltungsrat. Sie verfügen über eine beschließende Stimme im Verwaltungsrat und genießen die gleichen Befugnisse wie die durch die Generalversammlung der Teilhaber bezeichneten Verwaltungsratsmitglieder.

Wenn eine Stelle als Mitglied des Direktionsausschusses frei wird, wird der Verwaltungsrat für die Ersetzung des Mitglieds sorgen, nachdem er ein gleichlautendes Gutachten der Wallonischen Regierung eingeholt hat.

Art. 12 - Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch den Vorsitzenden zusammen und, falls dieser verhindert wird, durch einen gemäß der Rangordnung gewählten stellvertretenden Vorsitzenden. Der Rat muss jedes Mal einberufen werden, wenn das Interesse der Gesellschaft es erforderlich macht und wenn mindestens zwei Verwalter es beantragen.

Art. 13 - Nur wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend bzw. vertreten sind, kann der Verwaltungsrat rechtsverbindlich beraten.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden oder, im Verhinderungsfall, des Vorsitzenden der Sitzung ausschlaggebend. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst.

Jeder verhinderte Verwalter kann durch einfachen Brief einen Verwalter bezeichnen, der ihn ersetzen und an seiner Stelle wählen wird. Kein Verwalter darf mehr als ein Ratsmitglied ersetzen.

In außerordentlichen Fällen, die durch die Dringlichkeit und das Interesse der Gesellschaft begründet sind, mit Ausnahme der Beschlüsse, bei denen dieses Verfahren durch das Gesetz verboten ist, können die Beschlüsse des Verwaltungsrates im schriftlich ausgedrückten, einstimmigen Einvernehmen der Verwalter gefasst werden.

Die Beratungen des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgesetzt, die in einem am Gesellschaftssitz geführten Sonderregister aufbewahrt werden. Die Protokolle werden von dem Vorsitzenden der Sitzung und einem anderen Mitglied des Direktionsausschusses unterzeichnet.

Art. 14 - Innerhalb der durch das Gesetz und die vorliegenden Satzungen festgesetzten Grenzen verfügt der Verwaltungsrat über die umfangreichsten Befugnisse, um alle Verwaltungs- bzw. Verfügungshandlungen, die für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks notwendig oder zweckmäßig sind, auszuführen.

Alles was nicht durch das Gesetz oder die Satzungen der Generalversammlung der Teilhaber vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 15 - Der Direktionsausschuss übt die ihm durch die vorliegenden Satzungen gewährten oder durch den Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse aus.

Nur wenn mindestens drei seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, kann der Direktionsausschuss rechtsgültig beraten. Kein Mitglied des Direktionsausschusses darf mehr als eine Vollmacht halten.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden oder, im Verhinderungsfall, des ihn ersetzenden stellvertretenden Vorsitzenden ausschlaggebend. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst.

Art. 16 - Alle Handlungen, für welche die S.R.I.W. haftet, und die mit der täglichen Führung verbunden sind oder auch nicht, einschließlich der Vertretung vor Gericht und der Handlungen, bei denen ein Beamter oder ein öffentlicher Amtsträger involviert ist, und alle Mandate und Vollmachten werden gemeinsam vom Vorsitzenden und von einem stellvertretenden Vorsitzenden oder aber von zwei stellvertretenden Vorsitzenden unterzeichnet, falls der Vorsitzende verhindert ist.

Die Mitglieder des Direktionsausschusses können im Rahmen der täglichen Führung auf eigene Verantwortung und vorbehaltlich der Genehmigung dieses Ausschusses eine Übertragung ihrer Zeichnungsberechtigung gewähren.

Art. 17 - Die Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßheit der Geschäfte der S.R.I.W. im Hinblick auf das Gesetz und die Satzungen wird durch ein Kollegium von drei Kommissaren ausgeübt, die durch die Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren für drei Jahre bezeichnet werden.

Die Kommissare können die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im Allgemeinen alle Schriftstücke an Ort und Stelle einsehen.

Art. 18 - Die Verwalter, Mitglieder des Direktionsausschusses und Kommissare-Revisoren müssen tatsächlich in der Wallonischen Region wohnhaft sein. Diese Bestimmung muss spätestens ein Jahr nach dem Beginn der betroffenen Funktion beachtet werden. In Ermangelung der Beachtung dieser Bestimmung am Ende der gewährten Frist gilt der Verwalter, der Kommissar oder das Mitglied des Direktionsausschusses von Rechts wegen als rücktretend.

Außer wenn sie durch die «Société régionale d'Investissement de Wallonie» oder durch eine ihrer Tochtergesellschaften bezeichnet worden sind, um diese Gesellschaften oder eine von ihnen in den Organen eines Betriebs zu vertreten, an welchem sie beteiligt ist oder an welchem sie ein direktes oder indirektes finanzielles Interesse besitzt, dürfen die Verwalter und die Mitglieder des Direktionsausschusses keine andere Funktion in einem Betrieb oder in einer privaten Gesellschaft mit industriellem, finanziellem oder kaufmännischem Charakter ausüben.

Was die Verwalter, die aufgrund ihrer Erfahrung im Bereich der Leitung von Industrie- oder Dienstleistungsgesellschaften bezeichnet worden sind, und den Verwalter, der die in Artikel 6 der Satzungen erwähnten Geldinstitute vertritt, betrifft, kann die Wallonische Regierung von diesen beiden Grundsätzen abweichen.

Das Ausüben eines Mandats als Verwalter oder als Mitglied des Direktionsausschusses ist nicht vereinbar mit einem Mandat als Verwalter der «SOWAGEP», der «SWS» (Wallonische Gesellschaft für Stahlindustrie), der «SPAQUE» (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität) oder jeglichen anderen spezialisierten Gesellschaft. Dieser Grundsatz gilt aber nicht für die spezialisierten Gesellschaften, an denen die S.R.I.W. beteiligt ist.

Das Mandat des Verwalters und des Mitglieds des Direktionsausschusses endet von Rechts wegen bei der ordentlichen Generalversammlung, die im Jahre, im dem die betroffene Person 67 Jahre alt wird, stattfindet.

Art. 19 - Die Personalmitglieder der S.R.I.W. werden durch den Verwaltungsrat eingestellt.

Der Verwaltungsrat richtet unter seinen Mitgliedern einen Entlohnungsausschuss ein.

Art. 20 - Die Mitglieder des Personals der S.R.I.W. dürfen in keinem Betrieb, keiner Finanz-, Industrie oder Handelsgesellschaft tätig sein, mit Ausnahme:

1° der öffentlichen oder gemeinnützigen Einrichtungen, der Tochtergesellschaften der S.R.I.W. und der spezialisierten Tochtergesellschaften;

2° der privaten Gesellschaften, an denen die S.R.I.W. oder ihre Tochtergesellschaften beteiligt sind oder an denen sie ein direktes oder indirektes finanzielles Interesse besitzen, und in denen diese Personen die S.R.I.W. oder ihre Tochtergesellschaften vertreten.

Art. 21 - Alles was ein Mitglied des Direktionsausschusses oder ein Mitglied des Personals direkt oder indirekt als Entlohnung oder als Entschädigung für entstandene Kosten aufgrund eines Mandats, einer Funktion oder einer Dienstleistung in einer anderen Gesellschaft bezieht, steht von Rechts wegen der S.R.I.W. zu, wenn dieses Mandat, diese Funktion oder diese Dienstleistung in Verbindung mit der Eigenschaft als Mitglied des Direktionsausschusses oder des Personals ausgeübt werden.

Art. 22 - Der Vorsitzende, die stellvertretenden Vorsitzenden, die anderen Verwalter und Kommissare-Revisoren werden nicht am Gewinn beteiligt und beziehen keine Tantiemen.

Die Entlohnung der Verwalter und der Kommissare-Revisoren wird durch die Generalversammlung vorbehaltlich der Genehmigung der Wallonischen Regierung festgesetzt.

Diese Gehälter und Entlohnungen werden den Betroffenen direkt überwiesen.

TITEL VI — Generalversammlung der Teilhaber

Art. 23 - Die ordnungsgemäß gebildete Generalversammlung der Teilhaber vertritt die Gesamtheit der Teilhaber. Ihre Beschlüsse sind für alle zwingend.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, ohne Begrenzung des Stimmrechts je Teilhaber, dies ungeachtet jeglicher etwaigen anderslautenden Bestimmung des Gesetzbuches über die Gesellschaften.

Die Ausübung des mit den Anteilen, für welche die Einzahlungen nicht verrichtet worden sind, verbundenen Stimmrechts wird aufgehoben, solange diese ordnungsgemäß angeforderten und fälligen Einzahlungen nicht verrichtet worden sind.

Art. 24 - Die Generalversammlung tritt von Rechts wegen am letzten Mittwoch im Mai um 15 Uhr am Gesellschaftssitz oder am in der Vorladung angegebenen Ort zusammen.

Die Generalversammlung kann außerordentlich durch den Verwaltungsrat einberufen werden; dies muss auf Anfrage von Teilhabern geschehen, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapital halten.

Art. 25 - Die Teilhaber im eigenen Namen, die seit mindestens acht Tagen vor dem für die Versammlung festgesetzten Tag im Register der Namensaktien eingeschrieben sind, dürfen an der Generalversammlung teilnehmen.

Art. 26 - Jeder Teilhaber kann sich bei den Generalversammlungen von einer von ihm zu diesem Zweck beauftragten Person vertreten lassen. Die Wallonischen Region wird von dem Minister oder dem zu diesem Zweck durch die Wallonische Regierung bestellten Beauftragten vertreten.

Der Verwaltungsrat kann die Form der Vollmachten bestimmen und deren Hinterlegung am Gesellschaftssitz fordern, dies innerhalb der durch ihn festgesetzten Frist.

Art. 27 - Bevor die Sitzung eröffnet wird, unterzeichnen die Teilhaber die Anwesenheitsliste.

Der Vorstand der Generalversammlungen besteht aus den anwesenden Mitgliedern des Verwaltungsrates und des Kollegiums der Kommissare. Der Vorsitz der Versammlung wird von dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder, im Verhinderungsfall, von einem gemäß der Rangordnung gewählten stellvertretenden Vorsitzenden übernommen.

Der Vorsitzende schlägt der Generalversammlung die Bezeichnung des Sekretärs und der beiden Beobachter unter den Vertretern der Teilhaber vor, wenn die Anzahl der anwesenden Teilhaber es zulässt.

Die Abstimmungen erfolgen durch Handzeichen oder Namensverlesung, es sei denn die Generalversammlung verfügt anders, mit einfacher Stimmenmehrheit, außer in den Fällen, in denen die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften eine Sondermehrheit fordern, und vorbehaltlich dessen, was im folgenden Absatz steht.

Im Fall einer Ernennung, falls kein Kandidat die absolute Mehrheit erhält, wird eine Stichwahl zwischen den Kandidaten, die die meisten Stimmen erhalten haben, vorgenommen.

Bei Stimmgleichheit bei dieser Stichwahl wird durch das Los entschieden.

Art. 28 - Die Protokolle werden von den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und den Teilhabern der Generalversammlungen, die es beantragen, unterzeichnet.

Die Abschriften und die Dritten auszuhändigenden Auszüge werden wie in Artikel 16 angegeben unterzeichnet.

TITEL VII — Bilanz, Verteilung, Rücklagen

Art. 29 - Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres wird durch den Verwaltungsrat ein Verzeichnis der Wertpapiere, der Immobilienwerte und aller aktiven und passiven Schulden der «S.R.I.W.» aufgestellt, dem eine Zusammenfassung aller Ausgabenverpflichtungen beigelegt wird.

Zur selben Zeit werden die Bilanz und Ergebnisrechnungen aufgestellt.

Der positive Saldo der Bilanz, nach Abzug der allgemeinen Unkosten, der Nebenkosten und der Entlohnungen, stellt den Nettogewinn dar.

Von diesem Gewinn werden mindestens fünf Prozent (5 %) für die gesetzliche Rücklage abgezogen. Dieser Abzug ist nicht mehr vorgeschrieben, wenn die Rücklage ein Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht.

Der Saldo wird gemäß einer Entscheidung der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates verwendet werden.

Art. 30 - Die Dividenden werden an den Orten und zu den Zeiten, die durch den Verwaltungsrat festzusetzen sind, ausgezahlt.

Der Verwaltungsrat kann Anzahlungen leisten, die von den Dividenden abzuziehen sind, die gemäß dem Ergebnis des laufenden Geschäftsjahres ausgezahlt werden.

TITEL VIII — Sonstige Bestimmungen

Art. 31 - Sofern keine Abweichung im Gesetz und in den vorliegenden Satzungen vorgesehen ist, finden die auf die Aktiengesellschaften anwendbaren Bestimmungen der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften Anwendung auf die S.R.I.W., deren Handlungen als kaufmännisch gelten.

Art. 32 - Keine Abänderung der Satzungen wird wirksam, ohne dass ein Erlass der Wallonischen Regierung dazu gefasst wird.

Art. 33 - Mindestens einmal im Jahr findet eine Konzertierung zwischen dem Verwaltungsrat der S.R.I.W. und der Wallonischen Regierung statt.

Art. 34 - Ein Ausschuss zur Orientierung der Politik der S.R.I.W. wird bei dem Verwaltungsrat gegründet.

Er besteht aus den Mitgliedern des Direktionsausschusses der S.R.I.W. und aus fünf Vertretern der im Vorstand des Wirtschafts- und Sozialrats der Wallonischen Region vertretenen Gewerkschaftsorganisationen. Sie können sich vertreten lassen.

Der Ausschuss wird über jegliches mit der Beschäftigung verbundene Projekt informiert; die Tagesordnung jeder Versammlung des Verwaltungsrates muss ihm übermittelt werden.

Der Ausschuss ist befugt, sein Gutachten über jegliches Projekt in Sachen Beschäftigung und insbesondere über Projekte zur Gründung von Tochtergesellschaften und zur Beteiligung abzugeben. Er kann ebenfalls Gutachten über jede Angelegenheit, die die allgemeine Politik jeder der betroffenen Gesellschaften betrifft, auf eigene Initiative unterbreiten und dies insbesondere im Hinblick auf die Förderung der Schaffung von Arbeitsplätzen.

Wenn Arbeitsplätze in einer Gesellschaft, in welcher die S.R.I.W. die Mehrheit der Anteile hält, gefährdet sind, kann der Orientierungsausschuss die Anhörung der in dieser Gesellschaft durch die S.R.I.W. bestellten Vertreter beantragen.

Er kann die breiteste Konzertierung mit allen betroffenen Kreisen organisieren.

Er kann den Verwaltungsrat damit beauftragen, eine Begutachtung zu veranlassen.

Die Betriebskosten des Orientierungsausschusses gehen zu Lasten der S.R.I.W., dies innerhalb der durch den Verwaltungsrat festgesetzten Grenzen.

Art. 35 - Jegliche Abänderung des Satzungen wird dem Wallonischen Regionalrat zur Information übermittelt.»

Art. 2 - Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am 14. März 2001 in Kraft.

Namur, den 7. März 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2001 — 1018

[C — 2001/27217]

7 MAART 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de « Société régionale d'Investissement de Wallonie » (Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Wallonië)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op de artikelen 6 en 9;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 tot wijziging van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale investeringsmaatschappij en van de Gewestelijke investeringsmaatschappijen, in zijn enige artikel;

Gelet op de statuten van de « Société régionale d'Investissement de Wallonie », goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 15 december 1978, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 oktober 1979, 8 februari 1980, 14 maart 1980, 18 september 1980, 24 juni 1981, bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1984, 6 maart 1986, 19 september en 19 november 1987, 15 september 1988 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 oktober 1995 en 23 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 april 2000 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2000;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 6 mei 1999 waarbij de gewijzigde statuten van de « S.R.I.W. » werden goedgekeurd;

Gelet op het voorstel dat de raad van bestuur van de « S.R.I.W. » heeft aangenomen op 15 februari 2001;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

Artikel 1. De onderstaande wijzigingen in de statuten van de « S.R.I.W. » worden goedgekeurd door de Waalse Regering :

« Société régionale d'Investissement de Wallonie », afgekort « S.R.I.W. », waarvan de statutaire zetel gevestigd is te 4000 Luik, avenue Maurice Destenay, nr. 13, handelsregister van Luik nr. 166675.

TITEL I. — Naam, zetel, duur

Artikel 1. De « Société régionale d'Investissement de Wallonie », afgekort « S.R.I.W. », is een naamloze vennootschap.

Er mag zonder onderscheid gebruik worden gemaakt van de volledige of van de afgekorte naam.

Art. 2. De maatschappelijke zetel en de bedrijfszetel van de « S.R.I.W. » zijn gevestigd te Luik, avenue Maurice Destenay, nr. 13.

TITEL II. — Doel, actiemiddelen

Art. 3. De vennootschap beoogt participatie in het kapitaal, het nemen van interesten of de deelneming in het beheer van elke handelsvennootschap of vennootschap met een commercieel, industrieel, financieel, onroerend of dienstverlenend doel, zowel in België als in het buitenland, met het oog op de economische ontwikkeling van het Gewest.

In het kader van haar opdrachten voert de S.R.I.W. specifieke acties in sectoren die van kapitaal belang zijn voor de economische ontwikkeling van het Gewest, met name de traditionele sectoren en de groeisectoren, de spreekpuntsectoren of de sectoren gericht op de ontwikkeling van nieuwe technologieën die al dan niet worden toegepast in de traditionele sectoren, en de sectoren waar de natuurlijke hulpbronnen worden gevaloriseerd.

Om haar doel te verwezenlijken, mag de vennootschap alle roerende of onroerende goederen of waarden kopen, verkopen, afstaan, ruilen of verhuren, deel uitmaken van alle verenigingen, groeperingen of vakbonden of er participaties in nemen, op obligatieleningen inschrijven, leningen of voorschotten toekennen, waarborgen geven, alle waarborgen en veiligheden nemen, met name het pandrecht op een handelszaak, technische, administratieve of financiële diensten verstrekken en, in het algemeen, rechtstreeks of onrechtstreeks voor haar eigen rekening of voor rekening van derden, allerhande handelingen verrichten om de verwezenlijking van haar doel te bevorderen.

Daarnaast tracht de S.R.I.W. in al haar tussenkomsten een globale rendabiliteit na te streven door de regels voor een goed industrieel, financieel en commercieel beheer toe te passen. Rendabiliteit moet nagestreefd worden voor het geheel van de acties en niet voor elke afzonderlijke actie. De S.R.I.W. moet in het kader van haar opdracht inzake de economische ontwikkeling van het Gewest immers risicovolle initiatieven nemen om nieuwe afzetmogelijkheden te ontwikkelen en met het oog op een stabiele portefeuille projecten uitvoeren die rendabeler zijn op korte termijn.

Art. 4. De « S.R.I.W. » mag derden inschakelen voor dienstverstrekkingen en hen belasten met elke verrichting die nuttig is voor de verwezenlijking van haar doel en haar opdrachten.

Voor haar eigen bestellingen valt ze niet onder de regelgeving van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

TITEL III. — *Dochtervennootschappen*

Art. 5. Bij beslissing van haar raad van bestuur en met de voorafgaande toestemming van de Waalse Regering mag de « S.R.I.W. » in het kader van artikel 4 gespecialiseerde dochtervennootschappen oprichten in de zin van artikel 22, § 3, van de wet van 2 april 1962.

TITEL IV. — *Kapitaal, aandelen en obligaties*

Art. 6. Het maatschappelijk kapitaal bedraagt driehonderd eenentwintig miljoen (321 000 000) euro, vertegenwoordigd door elfduizend zeventienhonderd achtentertig (11 738) aandelen zonder aangewezen nominale waarde.

Alleen het Waalse Gewest en de door de Waalse Regering gemachtigde instellingen mogen aandeelhouder zijn.

Het Waalse Gewest bezit ten minste 98,5 % van de effecten die het maatschappelijk kapitaal uitmaken.

De stortingen te verrichten op de bij hun inschrijving niet volgestorte aandelen worden bepaald bij beslissingen van de raad van bestuur. Deze laatste bepaalt de tijdstippen en het bedrag en waarschuwt de aandeelhouders ten minste twee maanden vóór de datum van de storting bij aangetekend schrijven.

Die waarschuwing geldt als aanmaning en, bij gebrek aan storting op de vastgestelde data, zijn de interesten van rechtswege per opeisbaarheidsdag verschuldigd tegen de wettelijke rente. De raad van bestuur behoudt daarbij het recht om de rente te verhogen. Onverminderd alle andere rechten en maatregelen en overeenkomstig het tweede lid van dit artikel, heeft de raad van bestuur het recht om de aandelen van de in gebreke gebleven persoon binnen de in het tweede en het derde lid bedoelde perken via een effectenmakelaar te laten verkopen, als de bij deurwaardersexploot betekende gewone aanmaning tot betaling vijftien dagen zonder gevolg blijft. De fondsen uit die verkoop komen toe aan de « S.R.I.W. » ten belope van het bedrag dat haar verschuldigd is uit hoofde van de opgevraagde stortingen, de interest en de veroorzaakte kosten. Het eventuele overschot wordt gestort aan de in gebreke gebleven aandeelhouder, indien hij de « S.R.I.W. » geen ander bedrag verschuldigd is. In dit geval zal de « S.R.I.W. » zich dekken tot het vereiste bedrag.

Het maatschappelijk kapitaal kan later in één of verschillende keren worden verhoogd of verminderd bij beslissing van de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders, die beraadslaagt zoals voor de statutenwijzigingen.

Art. 7. De aandeelhouders zijn slechts aansprakelijk voor verliezen tot het bedrag van hun aandelen. Het bezit van een aandeel brengt van rechtswege instemming met deze statuten met zich mee, alsook met de beslissingen van de algemene vergadering.

Alle aandelen zijn en blijven op naam. Op de maatschappelijke zetel wordt een register van de aandeelhouders op naam gehouden.

Het bezit van een aandeel op naam wordt bevestigd door inschrijving in dat register. Inschrijvingsattesten op naam, getekend door twee bestuurders, worden afgegeven aan de aandeelhouders.

De aandelen mogen alleen overgedragen worden tussen het Waalse Gewest en de door de Waalse Regering gemachtigde financiële instellingen en tussen deze laatste, met inachtneming van de bepalingen van artikel 6, derde lid.

De overdracht gebeurt hetzij door een in het register van de aandeelhouders ingeschreven aangifte van overdracht, gedateerd en ondertekend door de overdrager en de overnemer of door hun gemachtigde, hetzij op elke wijze toegelaten door de wet.

Art. 8. De aandelen zijn ondeelbaar en de « S.R.I.W. » herkent maar één eigenaar per effect. Indien verscheidene personen interesse tonen voor een aandeel, mag de « S.R.I.W. » de uitoefening van de desbetreffende rechten opschorten totdat één persoon wordt aangewezen als eigenaar van het effect.

De schuldeisers van een aandeelhouder mogen de verzegeling van de goederen en waarden van de « S.R.I.W. » niet veroorzaken, noch zich met haar bestuur inlaten.

Voor de uitoefening van hun rechten moeten ze een beroep doen op de sociale jaarverslagen en op de beslissingen van de algemene vergadering.

Art. 9. De « S.R.I.W. » mag niet-converteerbare leningen uitgeven. Dat mag slechts gebeuren met de goedkeuring van de uitgiftevoorwaarden door de Waalse Regering, die daarvoor zijn waarborg kan verlenen.

TITEL V. — *Bestuur, directie, controle en personeel*

Art. 10. De raad van bestuur bestaat uit elf leden, waarvan minstens twee bestuurders die reeds een industriële of een dienstvennootschap hebben geleid, en één bestuurder die de in artikel 6 van de statuten bedoelde financiële instellingen vertegenwoordigt.

De algemene vergadering van de aandeelhouders kiest de leden van de raad op een dubbele lijst van elf kandidaten die door de Waalse Regering worden voorgedragen.

Het mandaat van de bestuurders loopt zes jaar.

Als een plaats van bestuurder vacant is, hebben de bestuurders die in dienst gebleven zijn, het recht om ze voorlopig op te vullen, met inachtneming van bovenbedoelde aanbevelingsregels. De definitieve verkiezing wordt uitgevoerd door de volgende algemene vergadering. De aldus verkozen bestuurder voleindigt het mandaat van de persoon die hij vervangt.

Art. 11. Het dagelijkse beheer en de directie van de « S.R.I.W. » worden waargenomen door een beheerscomité dat het door de raad van bestuur uitgestippelde beleid uitvoert.

Het directiecomité bestaat uit vier leden.

Ze vervullen vaste en voltijdse functies binnen de « S.R.I.W. » op grond van een arbeidscontract voor bedienden. Ze worden door de raad van bestuur aangewezen als voorzitter en ondervoorzitter van de raad en van het directiecomité, na eensluidend advies van de Waalse Regering.

Het als voorzitter aangewezen lid vervult die functie gedurende zes jaar. Zijn mandaat is verlengbaar. De andere leden worden aangewezen als ondervoorzitters en vervangen de voorzitter bij diens verhindering. De rangorde is afhankelijk van de anciënniteit.

De leden van het directiecomité hebben van rechtswege zitting in de raad van bestuur. Ze zijn er stemgerechtigd en hebben dezelfde bevoegdheden als de door de algemene vergadering van de aandeelhouders aangewezen leden van de raad van bestuur.

Indien een plaats van lid van het directiecomité vacant is, moet de raad van bestuur ze opvullen na het eensluidend advies van de Waalse Regering.

Art. 12. De raad van bestuur komt bijeen na oproeping door de voorzitter of, in geval van diens verhindering, door een ondervoorzitter die volgens de rangorde gekozen wordt. De raad wordt opgeroepen telkens als het belang van de vennootschap het vereist en als minstens twee bestuurders erom vragen.

Art. 13. De raad van bestuur kan alleen op geldige wijze beraadslagen als de helft van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend of, bij diens verhindering, die van de voorzitter van de zitting. De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen.

Elke verhinderde bestuurder mag d.m.v. een gewone brief een bestuurder machtigen om hem te vertegenwoordigen en in zijn plaats te stemmen. Een bestuurder mag niet meer dan één raadslid vertegenwoordigen.

In buitengewone gevallen gewettigd door de dringende noodzakelijkheid en het sociaal belang en behalve voor de beslissingen waarvoor die procedure krachtens de wet niet mag worden toegepast, mogen de beslissingen van de raad van bestuur worden genomen bij geschreven algemene instemming van de bestuurders.

De beraadslagingen van de raad van bestuur worden vastgelegd in notulen die opgenomen worden in een speciaal register dat op de maatschappelijke zetel wordt gehouden. De notulen worden getekend door de voorzitter van de zitting en door een ander lid van het directiecomité.

Art. 14. De raad van bestuur heeft, binnen de perken van de wet en van deze statuten, de ruimste bevoegdheden om alle daden van beheer of van beschikking te verrichten die noodzakelijk of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel.

Alles wat krachtens de wet of de statuten niet uitdrukkelijk voorbehouden is aan de algemene vergadering van de aandeelhouders, valt onder de bevoegdheid van de raad van bestuur.

Art. 15. Het directiecomité oefent de bevoegdheden uit die hem krachtens deze statuten toekomen of die hem door de raad van bestuur worden verleend.

Het directiecomité kan alleen op geldige wijze beraadslagen als minstens drie van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Een lid van het directiecomité mag niet houder zijn van meer dan één volmacht.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend of, bij diens verhindering, die van de ondervoorzitter die hem vervangt. De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen.

Art. 16. Alle daden die de S.R.I.W. verbinden, ongeacht of ze al dan niet op het dagelijkse beheer betrekking hebben, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte en van de daden waarbij een openbaar of ministerieel ambtenaar optreedt, alsook alle bevoegdheden en volmachten worden gezamenlijk ondertekend door de voorzitter en een ondervoorzitter en, bij verhindering van de voorzitter, door twee ondervoorzitters.

De leden van het directiecomité mogen hun handtekening delegeren in het kader van het dagelijkse beheer, onder hun verantwoordelijkheid en met de instemming van het comité.

Art. 17. De controle van de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen van de « S.R.I.W. » ten aanzien van de wet en de statuten wordt uitgeoefend door een college van drie commissarissen die voor drie jaar door de algemene vergadering worden aangewezen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De commissarissen mogen ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle schrifturen.

Art. 18. De bestuurders, de leden van het directiecomité en de commissarissen-revisoren moeten woonachtig zijn in het Waalse Gewest. Die voorwaarde moet vervuld worden uiterlijk één jaar na het opnemen van de desbetreffende functies. Zoniet wordt de bestuurder, de commissaris of het lid van het directiecomité geacht van rechtswege commissaris te zijn.

Buiten de gevallen waarin ze aangewezen worden door de « S.R.I.W. » of door één van haar dochtervennootschappen om die vennootschappen of één ervan te vertegenwoordigen binnen de organen van een bedrijf waarin ze een participatie of een rechtstreeks of onrechtstreeks financieel belang hebben, mogen de bestuurders en leden van het directiecomité geen functie uitoefenen binnen een bedrijf of een besloten vennootschap met een industrieel, financieel of commercieel karakter.

De Waalse Regering mag van die twee voorwaarden afwijken voor de bestuurders die aangewezen zijn wegens hun ervaring binnen de directie van industriële of dienstverlenende vennootschappen, en voor de bestuurder die de in artikel 6 van de statuten bedoelde financiële instellingen vertegenwoordigt.

Een mandaat van bestuurder of van lid van het directiecomité is onverenigbaar met een mandaat van bestuurder bij de « SOWAGEP », de « SWS », de « SPAQUE » of bij elke andere gespecialiseerde vennootschap. Dat principe is echter niet van toepassing op de gespecialiseerde vennootschappen waarin de « S.R.I.W. » aandelen heeft.

Het mandaat van bestuurder en van lid van het directiecomité eindigt van rechtswege bij de gewone algemene vergadering van het jaar waarin de betrokken persoon 67 jaar wordt.

Art. 19. De personeelsleden van de « S.R.I.W. » worden aangeworven door de raad van bestuur. Binnen de raad van bestuur wordt een bezoldigingscomité opgericht.

Art. 20. De personeelsleden mogen geen functie uitoefenen in bedrijven of vennootschappen met een financieel, industrieel of commercieel karakter, met uitzondering van :

1° de openbare instellingen of de instellingen van openbaar nut, de dochtervennootschappen van de « S.R.I.W. » en de gespecialiseerde vennootschappen;

2° de besloten vennootschappen waarin de « S.R.I.W. » of haar dochtervennootschappen een participatie of een rechtstreeks of onrechtstreeks financieel belang hebben en waarin de personeelsleden aangewezen worden om de betrokken vennootschappen te vertegenwoordigen.

Art. 21. Alles wat een lid van een directiecomité of een personeelslid rechtstreeks of onrechtstreeks ontvangt als bezoldiging of vergoeding voor de kosten inherent aan een mandaat, een functie of een dienstverlening binnen een andere vennootschap, komt van rechtswege toe aan de « S.R.I.W. » indien dat mandaat, die functie of die dienstverlening uitgevoerd wordt in de hoedanigheid van lid van het directiecomité of van personeelslid.

Art. 22. De voorzitter, de ondervoorzitters, de andere bestuurders en de commissarissen-revisoren delen niet in de winsten en ontvangen geen tantième.

De bezoldiging van de bestuurders en van de commissarissen-revisoren wordt door de algemene vergadering vastgelegd, onder voorbehoud van de goedkeuring van de Waalse Regering.

Die wedden en bezoldigingen worden rechtstreeks aan de betrokkenen gestort.

TITEL VI. — *Algemene vergadering van de aandeelhouders*

Art. 23. De algemene vergadering van de aandeelhouders, die regelmatig wordt opgericht, vertegenwoordigt het geheel van de aandeelhouders. Haar beslissingen zijn dwingend voor iedereen.

Elk aandeel geeft recht op een stem, zonder beperking van het stemrecht per aandeelhouder, niettegenstaande elke eventueel tegengestelde beschikking van het Wetboek van vennootschappen.

De uitoefening van het stemrecht betreffende de aandelen waarvoor de stortingen niet verricht zijn, wordt opgeschort zolang die stortingen, die regelmatig opgevraagd worden en opeisbaar zijn, niet uitgevoerd zijn.

Art. 24. De algemene vergadering komt van rechtswege bijeen de laatste woensdag van mei, om 15 uur, op de zetel of op de plaats vermeld in de oproeping.

De algemene vergadering kan in buitengewone gevallen door de raad van bestuur bijeengeroepen worden op verzoek van de aandeelhouders die minstens één vijfde van het maatschappelijk kapitaal bezitten.

Art. 25. De aandeelhouders op naam mogen de algemene vergadering bijwonen op voorwaarde dat ze minstens acht dagen vóór de datum van de vergadering ingeschreven zijn in het register van de aandelen op naam.

Art. 26. Elke aandeelhouder mag zich laten vertegenwoordigen door een daartoe afgevaardigde persoon. Het Waalse Gewest wordt vertegenwoordigd door de Minister of door de afgevaardigde die het daartoe aanwijst.

De raad van bestuur mag de volmachtformulieren vastleggen en eisen dat ze binnen de door hem bepaalde termijn op de bedrijfszetel toekomen.

Art. 27. Voor de opening van de zitting moeten de aandeelhouders de aanwezigheidslijst ondertekenen.

Het bureau van de algemene vergaderingen bestaat uit de aanwezige leden van de raad van bestuur en van het college van commissarissen. De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens verhindering, door een ondervoorzitter gekozen volgens de rangorde.

De Voorzitter onderwerpt de aanwijzing van de secretaris aan de goedkeuring van de algemene vergadering, alsook die van twee stemopnemers onder de afgevaardigden van de aandeelhouders indien het aantal aanwezige aandeelhouders het toelaat.

De stemming gebeurt bij handopsteken of bij nominale afroeping, tenzij de algemene vergadering er anders over beslist, bij gewone meerderheid, behoudens in de gevallen waarvoor de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen een bijzondere meerderheid vereisen en behoudens de bepalingen van het vorige lid.

Als in geval van benoeming geen enkele kandidaat de volstreekte meerderheid behaalt, moet herstemd worden met de kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben behaald.

Als die herstemming uitmondt op een gelijk aantal stemmen, wordt de kandidaat aangewezen door het lot.

Art. 28. De notulen van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de leden van het bureau van de vergadering en door de aandeelhouders die erom verzoeken.

De aan derden af te geven uitgaven en uittreksels worden ondertekend zoals bepaald in artikel 16.

TITEL VII. — Balans, verdeling, reserves

Art. 29. De raad van bestuur maakt jaarlijks op eenendertig december een inventaris op van de roerende en onroerende waarden en van alle actieve en passieve schulden van de « S.R.I.W. ». Die inventaris gaat vergezeld van een overzicht van alle verbintenissen.

Op dezelfde datum maakt de raad van bestuur de balans en de resultatenrekening op.

De netto winst bestaat uit het positieve saldo van de balans, na aftrek van de algemene kosten, lasten en bezoldigingen.

Van die winst wordt ten minste vijf procent (5 %) afgehouden voor de wettelijke reserve. Die inhouding is niet meer verplicht wanneer de reserve het tiende van het maatschappelijk kapitaal bedraagt.

Het saldo wordt aangewend na een beslissing van de algemene vergadering, op voorstel van de raad van bestuur.

Art. 30. De dividenden worden betaald op de door de raad van bestuur te bepalen plaatsen en tijdstippen.

De raad van bestuur mag voorschotten uitdelen die toe te rekenen zijn op het dividend dat zal worden uitgedeeld op de resultaten van het lopende boekjaar.

TITEL VIII. — Diverse bepalingen

Art. 31. Behoudens afwijking bepaald bij de wet en deze statuten, zijn de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, die toepasselijk zijn op de naamloze vennootschappen, van toepassing op de « S.R.I.W. », waarvan de daden geacht worden commercieel te zijn.

Art. 32. Wijzigingen in de statuten hebben slechts gevolg op grond van een besluit van de Waalse Regering.

Art. 33. De raad van bestuur van de « S.R.I.W. » en de Waalse Regering plegen ten minste één keer per jaar overleg.

Art. 34. Binnen de raad van bestuur wordt een oriëntatiecomité betreffende het beleid van de « S.R.I.W. » ingesteld.

Het bestaat uit de leden van het directiecomité van de « S.R.I.W. » en uit vijf vertegenwoordigers van de vakverenigingen die vertegenwoordigd worden in het bureau van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest). Ze kunnen zich laten vervangen.

Het comité wordt in kennis gesteld van elk project i.v.m. werkgelegenheid; de agenda's van elke vergadering van de raad van bestuur moeten hem toegestuurd worden.

Het comité is bevoegd om advies uit te brengen over elk project i.v.m. werkgelegenheid, namelijk degene die betrekking hebben op de oprichting van dochtervennootschappen en op participatie in bedrijven. Het mag ook op eigen initiatief adviezen geven over elke aan gelegenheid betreffende het algemeen beleid van elke betrokken vennootschap, meer bepaald om de werkgelegenheid te bevorderen.

Als de werkgelegenheid gevaar loopt in een vennootschap waarin de « S.R.I.W. » hoofdaandeelhouder is, mag het oriëntatiecomité vragen om de vertegenwoordigers te horen die de « S.R.I.W. » heeft aangewezen binnen die vennootschap.

Het kan het breedste overleg organiseren met alle betrokken partijen.

Het kan verlangen een expertise verlangen van de raad van bestuur.

De werkingskosten van het oriëntatiecomité worden door de « S.R.I.W. » gedragen in de mate bepaald door de raad van bestuur.

Art. 35. Elke wijziging in de statuten wordt ter informatie overgemaakt aan de Waalse Gewestraad. »

Art. 2. De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 14 maart 2001.

Namen, 7 maart 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA



F. 2001 — 1019

[C — 2001/27211]

27 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, notamment l'article 5, 6°;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 18 juin 1998 portant exécution, pour les centres d'accueil pour adultes, du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'action sociale et d'infrastructures sportives, notamment l'article 3, 2^e alinéa, 1°;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;